

L'Adresse—M. Allmand

que la situation était bien plus grave et que le déficit serait de 36 milliards de dollars. Ils ont mené leur campagne en claironnant que les finances de notre pays étaient dans un état catastrophique et en prédisant un déficit plus élevé que celui qu'ils ont reconnu l'autre soir. Ce qui ne les empêchait pas de faire toutes ces promesses qui devaient coûter 4 milliards. C'est le premier ministre lui-même qui a fourni ce chiffre vers la fin de la campagne électorale. J'estime que le gouvernement trompe encore la Chambre et les Canadiens en déclarant qu'il découvre tout à coup qu'il n'a pas d'argent. Ils connaissaient les faits quand ils ont fait leurs promesses.

Au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont fait trois sortes de promesses. Ils ont promis par exemple d'apporter des changements. Au cours de cinq débats auxquels participaient tous les candidats j'ai vainement tenté de faire dire à mon adversaire conservateur ce qu'il entendait par changements. Allaient-ils revenir au vieux fond de conservatisme qui les avaient poussés pendant tout un été à s'opposer à l'adoption du nouveau drapeau de notre pays, ou encore qui les avaient poussés par la suite à lutter contre la nouvelle constitution de notre pays ou contre notre nouvelle Charte des droits? Voulaient-ils revenir à l'époque où ils s'étaient opposés à l'instauration du régime d'assurance-maladie et d'autres programmes? Par changements, entendait-il un retour en arrière marqué au coin du conservatisme?

Nous avons ignoré ce qu'il entendaient par là jusqu'à la déclaration financière de jeudi dernier. Nous savons maintenant qu'il s'agit en fait d'un retour au toryisme incarné par Arthur Meighen dans les années 20, du démantèlement progressif des institutions dont notre pays s'est doté. Bien que le gouvernement ait annoncé des coupures de 4.2 milliards de dollars, il nous en annonce d'autres pour le printemps. Nous savons enfin à quel genre de changements les conservateurs songeaient.

Les conservateurs ont promis en outre que des milliers d'emplois seraient créés immédiatement après les élections. Ils nous disent maintenant qu'ils n'ont pas encore élaboré de projet précis en vue de créer ces emplois, qu'ils doivent d'abord consulter les provinces, les syndicats et les milieux des affaires. Bien que cela soit compréhensible, pourquoi n'en ont-ils rien dit avant les élections? A ce moment-là, ils donnaient l'impression qu'ils disposaient d'un projet de création d'emplois tout prêt. Nous constatons maintenant qu'ils n'avaient pas de projet défini à ce sujet et qu'il ne s'agissait en fait que de vœux pieux. Bien des gens aimeraient voir plus d'emplois disponibles. J'espère que le gouvernement réussira à mettre un programme au point dans le cadre de consultations, et les députés de l'opposition entendent l'y aider.

• (1230)

Il est à souhaiter qu'au sein de ces groupes de travail, comités spéciaux et commissions, nous aurons autant de poids que les autres députés. Il est bon de consulter à l'extérieur du Parlement, mais nous devons aussi être écoutés.

Les conservateurs ont fait 338 promesses entraînant des dépenses particulières. Pour reprendre les mots de mon collègue de Saint-Maurice (M. Chrétien), ils avaient, ce que lui n'a pas, la langue fourchue. Les Tories devaient réduire le déficit et dépenser, de l'aveu même du premier ministre, près de 4 milliards de dollars pour réaliser ces promesses.

A propos de l'exposé financier de la semaine dernière, un député conservateur a affirmé dans son discours que le gouvernement ne réduirait pas le déficit aux dépens des pauvres, ainsi que nous l'avions dit. Nous voulions nous occuper du déficit, le diminuer . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: Des documents le prouvent. On nous a même accusés il y a quelques instants d'être en faveur d'une réduction du déficit. Nous le sommes, monsieur le Président, mais pas comme les conservateurs s'y prennent. J'ai oublié quel député ministériel a répété tout à l'heure qu'il ne voulait pas réduire le déficit aux dépens des pauvres et des malheureux. Quand je lui ai demandé de justifier les réductions de 9.6 millions au chapitre des logements sociaux—et pour ceux qui ne le sauraient pas, les logements sociaux sont destinés notamment aux personnes âgées, aux familles à faible revenu, aux familles monoparentales, aux mères abandonnées—que nous a-t-on répondu? Quelle est l'explication du député? Les personnes de ces catégories représentent certes la classe malheureuse de notre société. Le député dit qu'il ne donnera pas son appui aux compressions qui leur causeront du tort. Mais ce programme d'austérité va inévitablement leur causer du tort.

Voyons quelques-unes de ces compressions. J'aimerais bien qu'on m'explique à un moment ou l'autre comment l'on fera pour que personne ne se ressente de ces compressions. Même Radio-Canada se voit imposer des réductions de 75 millions. Il s'en trouvera pour soutenir que nous n'avons pas un si grand besoin de Radio-Canada. Mais je me demande comment on pourrait réduire le budget de Radio-Canada de 75 millions de dollars sans procéder à des mises à pied. Je me demande si les conservateurs croient vraiment que toutes les victimes des compressions pratiquées à Radio-Canada seront embauchées par le réseau CTV. C'est un vœu pieux, mais je l'espère pour elles.

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: Monsieur le Président, je soupçonne qu'il va se produire la même chose que dans le cas des compressions pratiquées à l'Avro Arrow. Nous allons assister à un exode massif de techniciens et d'autres spécialistes de Radio-Canada vers le sud où ils se feront embaucher par les réseaux ABC, NBC et CBS. Ce sera très regrettable. C'est le sort des organismes culturels qui est en jeu. Je parle de l'Office national du film, du Centre national des arts et du Conseil des Arts. Tous ces organismes emploient des gens forcément. Les arts et la culture font travailler des gens.

J'ai pris un malin plaisir à écouter le premier ministre au cours de la campagne à la direction de son parti. Il passait le plus clair de son temps à parler de ceux qui travaillaient dans le «vrai monde». Il avait dans l'idée que si vous travaillez pour le secteur privé, vous êtes dans le vrai monde. J'imagine donc que ceux qui œuvrent dans le secteur public, comme les professeurs, les infirmières et les policiers ne travaillent pas dans le vrai monde. Ils vivent dans un monde chimérique. Leur travail n'a pas autant de valeur que celui de employés des compagnies de cigarettes ou de jouets. Le travail des employés du secteur privé est réel, tandis que celui des employés du secteur public, comme les professeurs, les infirmières, les gardiens de prison, etc., est imaginaire. Il a, cependant, cessé d'employer cette expression. Je suppose qu'un membre de son cabinet le lui a